GAZA DECLARATION
by European Muslim Organizations

Appel pour Gaza
Déclaration de Presse Conjointe des Organisations Islamiques d'Europe

Dossier de Presse

2025-07-09 | Press Club Brussels Europe
Rue Froissart 95, 1040 Bruxelles, Belgique

Appel pour Gaza - Déclaration de Presse Conjointe des Organisations Islamiques d'Europe

2025-07-09 | Press Club Brussels Europe, Rue Froissart 95, 1040 Bruxelles, Belgique

---

Texte de la Déclaration en Français

Nous nous exprimons au nom des musulmans de toute l'Europe. Représentant des communautés issues de plus de 15 000 mosquées et institutions islamiques, nous parlons au nom de millions de fidèles. Avec cette responsabilité, nous défendons la justice, la vie, le droit international et la coexistence pacifique entre les peuples.

À Gaza, une crise humanitaire d'une gravité extrême est en cours. À ce jour, plus de 58 000 personnes ont été tuées lors d'attaques directes de l'armée israélienne. Des centaines de milliers sont portées disparues. Parmi les victimes figurent un nombre alarmant d'enfants. Des familles entières ont été anéanties, des quartiers entiers réduits en ruines. Des civils meurent en cherchant de l'eau ou de la nourriture. La famine est utilisée délibérément comme arme de guerre. L'aide humanitaire est entravée. L'espoir, chaque jour, s'amenuise.

Nous condamnons fermement la perte de vies innocentes, qu'elle soit causée par Israël, le Hamas ou par d'autres. Quelle que soit la partie touchée, les pertes civiles sont tragiques. Nous avons toujours plaidé pour un cessez-le-feu immédiat, la libération de tous les otages et des personnes détenues arbitrairement, l'accès humanitaire sans entrave, et une paix fondée sur la solution à deux États, respectueuse des droits et de la dignité de chacun.

Or, non seulement la situation ne s'améliore pas, mais elle s'aggrave de jour en jour. Ce conflit, qui perdure depuis des décennies, doit prendre fin. C'est pourquoi nous élevons aujourd'hui, une fois encore, une voix commune et déterminée.

Ce que nous observons dépasse les horreurs de la guerre : il s'agit d'une destruction systématique des infrastructures civiles et des moyens d'existence du peuple palestinien. De plus en plus de hauts responsables israéliens affirment publiquement qu'il n'y aura aucun avenir pour les Palestiniens à Gaza. Des juristes internationaux, des ONG et des représentants des Nations Unies parlent aujourd'hui, sans détour, de génocide. Il faut mettre fin immédiatement à ce crime contre l'humanité.

Les scènes dans les centres de distribution sont insoutenables. L'organisation appelée « Fondation Humanitaire de Gaza » — qui a remplacé l'UNRWA dans la distribution de l'aide — ne répond pas aux principes d'impartialité. Elle aggrave les conditions d'accès à la nourriture et accentue la pression sur les habitants pour qu'ils quittent le nord de la bande de Gaza. Un dispositif humanitaire qui facilite des

déplacements forcés n'est pas une solution, mais une extension de la crise. Des civils, désespérément à la recherche de pain, y trouvent parfois la mort.

Les organisations de défense des droits humains documentent quotidiennement de graves violations du droit international, notamment des crimes de guerre. Des vidéos en circulation sur les réseaux sociaux exposent clairement ces exactions. En Cisjordanie, la situation empire : expropriations, expulsions forcées, et expansion continue de colonies, en violation manifeste du droit international.

Et tout cela se déroule sous les yeux du monde. Pourtant, les réactions de nombreux gouvernements européens restent limitées à des symboles et n'aboutissent à aucune mesure concrète. Cela soulève une question fondamentale : comment prétendre défendre les droits de l'homme tout en demeurant passif devant de telles horreurs ? Où sont les lignes rouges de la politique européenne ?

Nombreux sont les responsables israéliens qui ne parlent plus de sécurité, mais d'un projet assumé de contrôle permanent ou d'annexion de Gaza. Leur objectif semble être d'empêcher durablement la création d'un État palestinien souverain.

Nous le disons clairement : ceux qui veulent la paix doivent œuvrer pour que justice soit rendue. Et ceux qui exigent la justice doivent, même à l'égard de leurs alliés les plus proches, défendre et faire respecter le droit international.

Nos demandes sont claires :

- Un cessez-le-feu immédiat doit être mis en place et le génocide en cours doit cesser.

- Tous les otages et personnes détenues arbitrairement doivent être libérés.

- L'accès humanitaire sans entrave à l'ensemble de la bande de Gaza doit être garanti.

- Tout transfert d'armes vers Israël doit être suspendu tant qu'il existe un risque d'utilisation dans des crimes de guerre ou en violation du droit international.

- La Cour pénale internationale doit pouvoir poursuivre ses enquêtes de manière indépendante, libre de toute pression politique.

- La liberté et la sécurité des journalistes doivent être assurées pour garantir une information libre, indépendante et fiable à Gaza.

- La reconnaissance d'un État palestinien libre et souverain, dans le cadre d'une solution à deux États, est indispensable pour jeter les bases d'une paix durable entre les peuples.

La majorité des citoyens européens partagent ces convictions. Les sondages révèlent un large soutien à une position politique claire, ferme et cohérente. Pourtant, dans de nombreux parlements, cette voix peine à se faire entendre. Ce décalage grandissant entre la volonté populaire et les décisions politiques fragilise profondément la démocratie.

Par ailleurs, nous regrettons l'absence d'une réponse diplomatique forte, cohérente et conjointe de la part de certains pays du monde musulman. Les discours abondent, mais les actions concrètes sont rares. Ce choix du symbole au détriment de la responsabilité est une profonde déception pour de nombreux croyants.

Depuis des décennies, nous entretenons un dialogue respectueux, sincère et constructif avec les communautés juives d'Europe. Aujourd'hui, ce dialogue est solide. Nous ne laisserons pas les extrémistes, d'où qu'ils viennent, semer la division dans nos sociétés. Il n'y a aucune place parmi nous pour le racisme, l'antisémitisme ou l'islamophobie.

Nous sommes pleinement conscients de la douleur immense des familles palestiniennes et juives qui ont perdu des êtres chers, ou qui attendent toujours des nouvelles de proches enlevés ou détenus. Nous savons aussi que pour des millions de Palestiniens, la vie quotidienne a été réduite à la survie. C'est pourquoi nous appelons à la paix et à la justice, indissociables l'une de l'autre.

Nous exprimons notre gratitude aux États européens qui ont pris une position claire, reconnu la Palestine, et exigé des mesures concrètes face aux violations des droits humains. Nous saluons également les voix courageuses du monde artistique, sportif, médiatique et universitaire qui attirent l'attention de l'opinion publique sur les souffrances de Gaza et de la Cisjordanie. Leur engagement est essentiel.

Enfin, nous nous adressons directement aux civils palestiniens :

Appel pour Gaza - Déclaration de Presse Conjointe des Organisations Islamiques d'Europe

2025-07-09 | Press Club Brussels Europe, Rue Froissart 95, 1040 Bruxelles, Belgique

---

Nous ne pouvons qu'imaginer l'ampleur de votre douleur. Le nombre de morts, la destruction de vos foyers, la souffrance de vos familles nous bouleversent profondément.

Le silence et l'inaction de nombreux dirigeants dans le monde alimentent cette tragédie. Mais votre souffrance, comme votre espoir en un avenir juste, pacifique et librement construit, ne seront jamais oubliés.

Nous sommes résolus à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour que vos récits soient entendus, vos droits pleinement reconnus, et pour que vous puissiez bâtir votre avenir dans la liberté, la dignité et la sécurité.

Nos prières et notre engagement sont pour la paix. Pour une Palestine vivable, reconstruite et libre.

Organisations Islamiques Signataires

Conseil de coordination des musulmans d'Allemagne (KRM)
Conseil français du culte musulman (CFCM)
Communauté islamique d'Autriche (IGGÖ)
Exécutif des musulmans de Belgique (EMB)
Conseil islamique de Norvège (IRN)
Organe de contact entre les musulmans et l'État (CMO)
Union des musulmans du Danemark (DMO)
Union des communautés et organisations islamiques d'Italie (UCOII)

Brève Présentation des Institutions Représentatives Musulmanes

Conseil de coordination des musulmans d'Allemagne (KRM)
https://koordinationsrat.de/

Le Conseil de Coordination des Musulmans d'Allemagne (Alm. *Koordinationsrat der Muslime in Deutschland* – KRM) est une plateforme représentative fondée en 2007, qui regroupe les principales fédérations islamiques du pays. En Allemagne, où vivent environ 5 millions de musulmans, le KRM constitue l'interlocuteur principal des autorités fédérales et des Länder sur les questions concernant les musulmans.

L'objectif du KRM est de faire reconnaître l'islam dans le cadre du droit constitutionnel relatif aux religions en Allemagne, d'établir des structures communes aux niveaux fédéral et régional, et de défendre les droits religieux de la communauté musulmane. Le KRM agit comme une plateforme de coordination et de concertation. Il entretient un dialogue régulier avec l'État et l'opinion publique sur de nombreux sujets tels que : la Journée de la Mosquée Ouverte, les départements de théologie islamique, les cours de religion, l'abattage halal, le port du voile, ou encore la célébration commune des fêtes religieuses musulmanes.

Conseil Français du Culte Musulman (CFCM)
https://cfcm-officiel.fr/

Le CFCM a été fondé en 2003 afin d'assurer la représentation de la communauté musulmane de France sur les questions religieuses. Le CFCM est une association qui a pour objectif de représenter les mosquées de France ainsi que les fédérations qui les regroupent. Le CFCM est structuré à travers 25 Conseils Régionaux du Culte Musulman (CRCM) et, depuis 2020, par les Conseils Départementaux du Culte Musulman (CDCM).

Parmi ses missions figurent : la représentation de la communauté musulmane auprès de l'État et de l'opinion publique, la médiation, la lutte contre les discriminations visant les musulmans, ainsi que le travail autour de la formation des imams. Le CFCM représente environ 1000 des 2600 mosquées en France. En plus des associations gestionnaires de mosquées, cinq grandes fédérations nationales font partie de ses membres.

Communauté islamique d'Autriche (IGGÖ)
https://www.derislam.at/

La Communauté islamique d'Autriche (Alm. *Islamische Glaubensgemeinschaft in Österreich* – IGGÖ) est l'une des rares institutions musulmanes en Europe à bénéficier du statut de communauté religieuse reconnue, conformément à la loi sur l'islam de 1912. Fondée en 1979, l'IGGÖ représente plus de 700 000 musulmans et constitue l'interlocuteur principal des autorités autrichiennes sur les questions liées à l'islam.

L'IGGÖ regroupe environ 350 mosquées et salles de prière officiellement reconnues. Elle est également chargée d'élaborer le programme d'enseignement de la religion islamique dans les écoles publiques et d'y nommer les enseignants. Elle intervient par ailleurs dans des domaines tels que l'accompagnement spirituel et la certification halal.

Exécutif des musulmans de Belgique (EMB)
https://www.emb-net.be/

En Belgique, la religion islamique a été reconnue officiellement en 1974. Cette reconnaissance a marqué le début d'un processus visant à mettre en place une structure institutionnelle représentant la communauté musulmane auprès de l'État. C'est dans ce cadre que *l'Exécutif des Musulmans de Belgique* (EMB) a été fondé en 1999. Depuis sa création, l'EMB est reconnu par l'État belge comme l'instance officielle représentant l'islam et assurant la gestion des affaires religieuses musulmanes.

En tant qu'organe administratif d'une religion reconnue, l'EMB est chargé de la reconnaissance des mosquées, la nomination et la formation des imams, l'agrément des enseignants de religion islamique, l'organisation de l'aumônerie dans les prisons et les hôpitaux. L'EMB représente 350 mosquées dans le pays.

Conseil islamique de Norvège (IRN)
https://irn.no/

Le Conseil islamique de Norvège (Nor. *Islamsk Råd Norge* – IRN) est la plus ancienne organisation représentative musulmane du pays. Fondé officiellement en 1993, il représente les intérêts de la communauté musulmane de Norvège et a longtemps été l'unique interlocuteur reconnu de l'État norvégien.

On estime qu'il y a plus de 220 000 musulmans en Norvège. L'IRN regroupe actuellement 81 associations membres, représentant environ 75 000 fidèles. Il est structuré autour d'une assemblée générale, d'un conseil d'administration, d'une commission des imams et de divers sous-comités.

Certaines des plus grandes organisations islamiques du pays sont membres de l'IRN. Il reste aujourd'hui la principale plateforme islamique reconnue, disposant du plus vaste réseau de mosquées actives en Norvège.

Organe de contact entre les musulmans et l'État (CMO)
https://www.cmoweb.nl/

Le CMO (Nl. *Contactorgaan Moslims en Overheid* – CMO) est l'organisation officiellement reconnue comme l'interlocuteur de l'État néerlandais pour la représentation de la communauté musulmane. Créé en 2004, le CMO a été reconnu comme partenaire officiel par plusieurs ministères. Il a été fondé dans un contexte postérieur au 11 septembre 2001, marqué par la nécessité d'instaurer une communication plus institutionnelle et stable entre l'État et les organisations musulmanes. Sa création a reposé sur un consensus entre le gouvernement et les représentants des institutions islamiques.

Le CMO représente environ 380 mosquées et 10 fédérations, soit environ 84 % des mosquées du pays. Ses missions incluent l'aumônerie dans les prisons et l'armée, l'enseignement de l'islam dans les écoles publiques, la certification halal, la formation des imams, la lutte contre les discriminations. Le CMO collabore avec les ministères de la Justice, de la Défense, de l'Éducation et de l'Agriculture dans le cadre d'accords officiels.

Union des musulmans du Danemark (DMU)
https://dmunion.dk/

L'Union des musulmans du Danemark (Dan. *Dansk Muslimsk Union* – DMU) est une organisation représentative fondée en 2004 par les principales institutions musulmanes du pays. Son objectif est d'unir les communautés musulmanes au Danemark, de représenter leurs intérêts et d'atteindre des objectifs politiques et sociaux tels que la reconnaissance officielle de l'islam.

Le DMU œuvre à la défense de la liberté de religion des musulmans et à leur intégration sociale, sur la base des droits humains. Il vise également à renforcer la solidarité et le respect mutuel. L'organisation adopte une approche qui met l'accent sur le dialogue entre les civilisations, la tolérance et la sensibilisation de l'opinion publique. L'islam n'ayant pas encore le statut de religion officiellement reconnue au Danemark, le DMU cherche à offrir une représentation structurée et institutionnelle pour obtenir cette reconnaissance.

Union des communautés et organisations islamiques d'Italie (UCOII)
https://ucoii.org

Fondée en 1990, l'UCOII (It. *Unione delle Comunità e Organizzazioni Islamiche in Italia* – UCOII) est aujourd'hui l'organisation ayant la plus large représentativité des musulmans en Italie. Elle constitue la continuité de l'Union des étudiants musulmans, créée dans les années 1960, et représente directement ou indirectement plus de 150 mosquées et centres religieux à travers le pays.

L'UCOII mène des actions dans de nombreux domaines : participation des musulmans à la vie sociale, défense des droits, lutte contre l'islamophobie, formation des cadres religieux, etc. Elle entretient un dialogue actif avec les institutions italiennes et représente les musulmans dans plusieurs instances telles que le Conseil islamique d'Italie, le Comité consultatif de l'islam et le projet PriMED de formation des imams. Il s'agit de la structure musulmane la plus visible et la plus institutionnalisée du pays, avec pour ambition d'obtenir prochainement le statut officiel de « communauté religieuse reconnue ».